



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STIMECA

ZONE D ACTIVITES RTE DE BELLAC
87330 Val D Issoire

Références : UiD872025-269
Code AIOT : 0100072420

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement STIMECA implanté ZONE D ACTIVITES RTE DE BELLAC 87330 VAL D ISSOIRE. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été visité dans le cadre d'une action locale sur la rubrique 2560, pour des sites soumis à déclaration.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : applicable au 1er janvier 2016.
- Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STIMECA
- ZONE D ACTIVITES RTE DE BELLAC 87330 VAL D ISSOIRE
- Code AIOT : 0100072420
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

STIMECA est déclaré depuis 1998 sous la rubrique 2560 pour le travail mécanique des métaux de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Une déclaration de modification pour la rubrique (2560) et le même régime (DC) a été faite en 2016 suite à une augmentation de production. L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

Le site produit des pièces par découpe laser, soudure et pliage, en sous-traitance en flux tendu pour des secteurs d'activité variés. Il est certifié ISO9001.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Contrôles périodiques (ICPE, incendie, électricité)
- Risque incendie
- Produits chimiques
- Rejets et déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté ministériel du 27/07/2015, article Annexe I point 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Produits chimiques – fiches de données de sécurité et MMR	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Demande d'action corrective	3 mois
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle périodique électricité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6.	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4	Sans objet
10	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.	Sans objet
11	Rejet eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3.	Sans objet
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site apparaît propre et bien tenu et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 sont globalement respectées. Un effort doit toutefois être mené sur les stockages des produits chimiques et des déchets liquides (rétentions adaptées à mettre en place).

Au jour de la visite, il apparaît que l'activité de travail mécanique des métaux est inférieure au seuil de déclaration (< 150 kW) pour la rubrique 2560. Au cours de la visite il est également apparu qu'un stockage d'oxygène était classable au titre de la rubrique 4725 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant souhaitant conserver le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2560 en vu d'une potentielle augmentation d'activité, il est notamment attendu à l'issue de cette visite d'Inspection que l'exploitant procède au contrôle périodique ICPE prévu à l'arrêté ministériel sus-visé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27/07/2015, article Annexe I point 1.2
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : Le site est déclaré au titre de la rubrique 2560 depuis le 4 février 1998 et par déclaration du 19 octobre 2016 signalant une augmentation d'activité au titre de cette même rubrique. Au jour de la visite, l'exploitant a produit une évaluation plus fine du parc machines, transmise à l'Inspection, qui montre que les machines relevant de la rubrique 2560 (pliage essentiellement) ne représentait qu'une puissance de 144 kW, les machines de soudure et découpe laser, principale activité, n'entrant pas dans le champ de cette classification. Toutefois, l'exploitant souhaite conserver le bénéfice de l'antériorité sur la rubrique 2560 en cas d'augmentation d'activité et rester sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

<p>Lors de la visite, il est également apparu qu'un stockage d'oxygène de 3100L était présent sur site, activité potentiellement classable au titre de la rubrique 4725 puisque le stockage apparaît supérieur au seuil de déclaration de 2 tonnes.</p> <p>Les autres activités vues sur site et les autres stockages de gaz ne sont pas classables au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie que l'activité de stockage d'oxygène relève bien de la rubrique 4725 de la nomenclature (ICPE) en dépassant le seuil de classement pour la déclaration fixé à 2 tonnes et procède le cas échéant à la déclaration de l'activité sur le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920.</p> <p>L'exploitant vérifie également sa conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises a déclaration sous la rubrique n° 4725.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58</p>
<p>Thème(s) : Autre, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.</p> <p>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</p> <p>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p> <p>Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.</p> <p>Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.</p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle périodique a été réalisé le 23 septembre 2019. Ce rapport de contrôle ne fait pas apparaître de non-conformité majeure, cependant 7 autres non-conformités (ANC) ont été relevées. Ces dernières sont notamment relatives à l'absence de dispositif d'isolement des réseaux d'évacuation et les consignes associées à ces dispositifs et les conditions d'entreposage des copeaux métalliques. Concernant ces deux ANC, l'exploitant indique ne pas avoir mis en place un dispositif d'isolement et l'Inspection a constaté que les conditions d'entreposage des bennes ne semblaient pas avoir évolué (cf. constat n°12).</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de nouveau contrôle périodique depuis, considérant qu'il ne relevait plus du régime de la déclaration avec contrôle pour la rubrique 2560. Au vu du fait que l'exploitant souhaite bénéficier de l'antériorité pour cette rubrique, un nouveau contrôle doit être programmé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2560 et corriger les non-conformités relevées dans le contrôle périodique de 2019. Un plan d'action explicitant les corrections prévues en ce sens est transmis à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant doit réaliser un nouveau contrôle périodique pour la rubrique 2560. Sous 3 mois, un justificatif de commande de ce contrôle (devis signé, bon de commande) est transmis à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Contrôle périodique électricité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site réalise des contrôles périodiques de ses installations électriques.</p> <p>Les certificats Q18 en date du 08/01/2025, certifiant de l'absence de risque d'incendie et d'explosion, et Q19 en date du 13/10/2025, faisant mention de deux anomalies et concluant que « [...] le risque de sinistre d'origine électrique paraît faible », ont été transmis à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant indique résoudre les observations en suivant un plan d'action.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks de ses produits chimiques dangereux. En revanche un état des stocks de bouteilles de gaz a été présenté. L'exploitant utilise peu de produits chimiques, essentiellement des huiles et lubrifiant pour les machines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser un registre indiquant la nature et la quantité de ses produits dangereux. Le plan d'évacuation doit être complété avec les zones de stockage des produits chimiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Produits chimiques – fiches de données de sécurité et MMR

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, /
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant indique que les fiches de données de sécurité sont accessibles informatiquement pour l'ensemble des salariés. Elles sont tenues à jour et revues annuellement. La zone de stockages des produits chimiques a été vue lors de l'Inspection. Des affichages et les étiquettes sont bien présents sur la zone, une réflexion sur la compatibilité des produits a été menée par l'exploitant. En revanche les conditions de stockage (bidons les uns sur les autres, fût sur palette sur la rétention) et le dimensionnement des rétentions doivent être revus par l'exploitant. De même l'accessibilité de la zone, pour atteindre les produits stockés au fond notamment paraît compliqué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant revoit les conditions de stockage sur la zone de produit chimique (rétentions adaptées, limiter l'entassement et facilitation de l'accès). Des éléments justifiant de cette mise en place (photographies par exemple) sont transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection n'a pas noté d'amas de matière sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"> • [...] des extincteurs [...] à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]
Constats : Des extincteurs sont présents sur site et sont vérifiés périodiquement. Lors de la visite, ils étaient bien signalés, cependant l'accessibilité à certains extincteurs était difficile. L'exploitant indique que les choix des emplacements est contraint au vu des surfaces à couvrir et de la configuration des bâtiments. L'exploitant doit veiller à ce que ces extincteurs restent bien accessibles. Les rapports de contrôle des extincteurs en date du 21/04/2025 et du 31/01/2025, certifiant de la conformité de l'installation, ont par ailleurs été présentés à l'Inspection. Par ailleurs, l'exploitant indique procéder régulièrement à des exercices avec le SDIS, la caserne se trouvant à proximité. Le SDIS a également pu reconnaître les lieux, l'exploitant autorisant l'utilisation de son site aux équipes du SDIS à des fins d'entraînement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ;• l'obligation du « permis de travaux » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;• la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Des consignes de sécurité sont rédigées et disponibles aux postes de travail et sur les zones « 5S » du site. L'exploitant indique par ailleurs que les nouveaux collaborateurs sont formés et disposent d'un accueil de sécurité à leur prise de poste. La liste exhaustive des consignes au regard des prescriptions sus-visées n'a pas été vérifiée lors de l'Inspection. Un plan d'évacuation est disponible et affiché dans les différents locaux. A noter que l'interrupteur central et les zones de stockages de produits chimiques ne sont pas représentés sur ce plan. L'exploitant doit compléter le plan avec ces informations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : I. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que des systèmes de désenfumage sont bien en place sur les différents bâtiments. Pour le bâtiment construit en 2000 le système est manuel et pour le bâtiment de 2017 ce système est manuel et automatique.</p> <p>Le rapport de vérification des systèmes de désenfumage en date du 14/01/2025 a été transmis à l'Inspection.</p> <p>Les trappes de désenfumage et les commandes, par sondage, à proximité des accès ont bien été vues lors de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Circuit de refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de circuit de refroidissement ouvert sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Rejet eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un plan des réseaux est disponible et qu'il est à jour suite aux constructions des derniers bâtiments.</p> <p>Il n'y a pas de rejets industriels, uniquement des eaux sanitaires et pluviales.</p> <p>Un séparateur d'hydrocarbure est présent sur la partie récente du site (récupération des eaux de ruissellement du parking). Ce séparateur est régulièrement contrôlé, ce contrôle est inscrit au plan de maintenance préventive. Il n'a jamais été curé pour l'instant, le niveau maximal n'ayant jamais été atteint.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 12 : Entreposage des déchets
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...)</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Le site est inscrit sur Trackdéchets et les bordereaux d'évacuation des déchets sont disponibles et ont été consultés par l'Inspection.</p> <p>L'exploitant indique que les déchets liquides sont évacués une fois par an environ. Ces déchets stockés en extérieurs ne sont pas stockés sur des rétentions.</p> <p>Les déchets métalliques sont stockés dans des bennes non couvertes, dont les eaux de ruissellement se déversent sur une zone bétonnée sans qu'il y ait de dispositif de récupération/traitement des ruissellements. Cet élément a également été relevé par l'organisme de contrôle lors de la visite périodique de 2019. L'exploitant indique que les déchets métalliques sont évacués toutes les semaines environ.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit mettre en place des rétentions sous les cuves de déchets liquides sous 3 mois.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un système permettant de limiter le ruissellement d'eaux souillées par les déchets métalliques sous 1 an.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois pour les rétentions sous cuves déchet liquide ; 1 an pour le système limitant les ruissellements sous bennes déchets métalliques
N° 13 : Rejets atmosphériques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.a est effectuée par un organisme agréé (prélèvements sous accréditation) selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>

Constats :

L'exploitant indique que les 2 seuls points de rejets à l'atmosphère concernent les fumées des machines de soudure (non classées sous la rubrique 2560).

Des centrales d'aspiration sont présentes sur les machines de bavurage, les poussières sont captées au sein de machine et il n'y a pas de rejets à l'atmosphère

Enfin, il n'y a pas d'émission sur les machines de pliage classées sous la rubrique 2560.

Type de suites proposées : Sans suite